

## STATUTS

TITRE I<sup>er</sup>. — *FORME - DENOMINATION - SIEGE - OBJET - DUREE*Article 1<sup>er</sup>. — *Forme et dénomination sociale*

La société est une société anonyme de droit public, dénommée "Caisse d'Investissement de Wallonie", en abrégé : "C.I.W." (la "Société"). Elle est une société spécialisée d'intérêt public de la Région wallonne au sens de l'article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale de Participations et d'Investissement et les sociétés régionales d'investissement. Elle revêt la qualité de société non-cotée faisant ou ayant fait publiquement appel à l'épargne au sens de l'article 438 du Code des sociétés.

Hormis les dérogations résultant des dispositions du décret du 1<sup>er</sup> avril 2009 portant création de la Caisse d'Investissement de Wallonie et instituant une réduction de l'impôt des personnes physiques en cas de souscription d'actions ou d'obligations de la Caisse ou des présents statuts, la Société est régie à titre supplétif par le Code des sociétés et ses arrêtés d'exécution ainsi que par les articles 22 à 41 de la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale d'Investissement et les sociétés régionales d'investissement.

Article 2. — *Siège social*

Le siège social de la Société est établi à Liège, avenue Destenay 13.

Il peut, par simple décision du conseil d'administration publiée au *Moniteur belge* et après approbation du Gouvernement wallon, être transféré en tout endroit dans la Région wallonne. La Société peut, par simple décision de son conseil d'administration, établir des sièges administratifs ou d'exploitation, agences et succursales, partout où elle le juge nécessaire, en Belgique ou à l'étranger.

Article 3. — *Objet social*

La Société a principalement pour objet de promouvoir, conjointement avec une ou plusieurs personnes de droit public ou de droit privé, les investissements dans des petites et moyennes entreprises non cotées.

La Société peut, notamment, en vue de favoriser la réalisation de son objet social :

1° conclure tout contrat d'association, faire partie de toute association, groupe ou syndicat ou y prendre des intérêts;

2° constituer une filiale, acquérir une participation dans le capital d'une société par voie d'apport, de cession, de souscription ou par tous autres moyens, pour autant que l'objet social de la filiale ou de la société dans laquelle elle prend une participation soit conforme à son propre objet social;

3° souscrire des emprunts obligataires, le cas échéant convertibles, avec ou sans droit de souscription, octroyer des prêts, consentir des garanties;

4° prendre toutes garanties et sûretés personnelles ou réelles, notamment, un gage sur fonds de commerce;

5° recourir aux services de tiers et les charger de toute mission utile à la réalisation de son objet social;

6° procéder à l'acquisition de tout effet mobilier dans le cadre de la gestion de sa trésorerie;

7° constituer des sociétés internes avec une ou plusieurs personnes de droit public ou de droit privé;

8° créer et/ou gérer des fonds d'investissement spécialisés ou prendre des participations dans des fonds d'investissement spécialisés créés et/ou gérés par des tiers.

La Société pourra également exécuter les missions qui lui seraient déléguées par décret ou par arrêté du Gouvernement.

La Société peut se porter caution tant pour ses propres engagements que pour les engagements de tiers, entre autres en donnant ses biens en hypothèque ou en gage, y compris son fonds de commerce.

La Société peut détenir toutes les actions d'une société anonyme, sans limitation de durée et sans qu'elle soit censée répondre solidairement des obligations de ladite société. Elle conserve dans ce cas le bénéfice de la séparation des patrimoines et est soumise au régime particulier tel que défini à l'article 31, § 2 de la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale d'Investissement et les sociétés régionales d'investissement.

La Société peut en outre faire toutes les opérations généralement quelconques se rapportant directement ou indirectement, en tout ou partie, à son objet social et toutes les opérations qui seraient susceptibles d'en favoriser, d'en faciliter ou d'en promouvoir la réalisation, y compris des opérations susceptibles de stimuler l'économie dans la Région wallonne.

Son objet est réputé commercial et les actes qu'elle pose sont réputés commerciaux.

Article 4. — *Durée*

La durée de la Société est illimitée.

TITRE II. — *CAPITAL SOCIAL*Article 5. — *Montant du capital social*

Le capital social de la Société est fixé à la somme de vingt millions d'euros (20.000.000.-). Il est représenté par quatre-vingt mille actions (80 000), sans désignation de valeur nominale, représentant chacune une fraction identique du capital social, et numérotées de 1 à 80 000.

Le capital peut être ultérieurement augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires délibérant aux conditions de quorum et de majorité comme en matière de modification statutaire.

Article 6. — *Appel de fonds*

Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription doivent être faits aux époques que le conseil d'administration détermine.

L'actionnaire qui, après un préavis de quinze jours signifié par lettre recommandée, ne satisfait pas à un appel de fonds, doit bonifier à la Société les intérêts calculés au taux légal en matière commerciale, à dater du jour de l'exigibilité du versement.

Le conseil d'administration peut, en outre, après un second avis resté sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre ses titres dans le respect de l'égalité des actionnaires, sans préjudice au droit de lui réclamer le restant dû, ainsi que tous dommages et intérêts éventuels.

Tout versement appelé ou effectué s'impute sur l'ensemble des actions dont l'actionnaire est titulaire.

Le conseil d'administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs titres par anticipation; il détermine les conditions auxquelles les versements anticipés sont admis.

Article 7. — *Nature des actions*

Les actions sont et resteront nominatives. Les actions nominatives sont inscrites dans un registre conservé au siège social dont chaque actionnaire peut prendre en tout temps connaissance. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts. La cession des actions nominatives s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur le registre.

La majorité des actions doit obligatoirement être détenue par la Région wallonne.

Article 8. — *Cession d'actions*

Tout actionnaire désirant céder ses actions devra en informer le conseil d'administration par lettre recommandée adressée à celui-ci, en indiquant les nom, prénom et profession du cessionnaire projeté ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination et son siège social, ainsi que le nombre des actions à céder. Le prix et les modalités de paiement offerts par le cessionnaire projeté devront également être communiqués au conseil d'administration par le cédant qui, à la demande du conseil d'administration, devra justifier de la réalité de l'offre.

Une cession d'actions ne pourra intervenir que moyennant l'accord préalable du conseil d'administration statuant à la majorité des voix. A défaut de communication au cédant de la décision prise par le conseil d'administration dans les quatre semaines de l'avis donné par le cédant, le conseil d'administration sera réputé avoir donné son agrément à la cession. En cas de refus d'agrément du cessionnaire projeté, les autres actionnaires bénéficieront d'un droit de préférence pour l'acquisition des actions à céder aux prix et conditions de paiement offerts par le cessionnaire projeté. Les actionnaires devront exercer leur droit de préférence dans les quinze jours de l'offre qui leur aura été faite à l'intervention du conseil d'administration agissant dans les cinquante jours de la communication par le cédant des conditions de la cession. Le droit de préférence s'exercera proportionnellement au nombre d'actions dont chaque actionnaire sera titulaire.

Si le nombre d'actions pour lesquelles l'offre est valablement levée est supérieur au nombre d'actions offertes, celles-ci sont réparties entre les actionnaires qui les demandent, proportionnellement au nombre d'actions dont ils sont titulaires. Le conseil d'administration procède à cette répartition sans tenir compte des fractions. Il en avise les intéressés et cette notification vaut conclusion de la vente.

Si le nombre d'actions pour lesquelles l'offre est valablement levée demeure inférieur au nombre d'actions offertes, l'actionnaire cédant pourra, à son choix, soit accepter la conclusion de la vente pour le nombre d'actions pour lesquelles l'option aura été levée et céder au cessionnaire, aux conditions projetées, les actions pour lesquelles l'option n'aura pas été valablement levée, soit retirer son offre et renoncer à la cession, soit encore renoncer à la vente pour le nombre d'actions pour lesquelles l'option aura été levée et céder au cessionnaire projeté, aux conditions projetées, l'ensemble des actions à céder.

Le choix du cédant devra être notifié au conseil d'administration dans les quinze jours de la notification faite par celui-ci au cédant du résultat de l'exercice du droit de préférence. Passé ce délai, le cédant sera réputé avoir renoncé à toute cession.

Le paiement du prix se fera conformément aux modalités acceptées par le cessionnaire projeté et communiquées au conseil d'administration par le cédant.

Si la cession projetée n'est pas réalisée dans les douze mois de l'avis donné au conseil d'administration conformément au premier alinéa du présent article ou si ces conditions sont modifiées, la procédure décrite ci-dessus devra être recommencée avant toute cession.

Tous les avis, communications et notifications prévus par le présent article doivent être faits par lettre recommandée à la poste, les délais commençant à courir à partir de la date d'expédition de la lettre apposée sur le récépissé de la recommandation postale.

Par dérogation à ce qui précède, les cessions consenties par la Région wallonne à une société qu'elle contrôle directement ou indirectement ou par une société actionnaire, au profit d'une ou de plusieurs sociétés belges dont elle est la filiale ou qui sont ses filiales de même que les cessions entre sociétés belges, filiales d'une même société actionnaire ainsi que les cessions résultant de fusions, absorptions, apports en société de quelque nature que ce soit, ou distributions résultant d'une dissolution, demeurent libres moyennant information préalable à donner au conseil d'administration et à la condition que par l'effet de la cession, le contrôle final, direct ou indirect du ou des actionnaires demeure exercé de façon comparable au contrôle exercé sur l'actionnaire avant la cession.

Aucune action ne peut être grevée de droits quelconques sans l'accord préalable du conseil d'administration.

Article 9. — *Droit de préférence*

En cas d'augmentation de capital par apport en espèces, le droit de souscrire des actions nouvelles appartiendra aux seuls titulaires d'actions, au prorata de leur part dans le capital social.

Nonobstant l'alinéa précédent, l'assemblée générale, déliant aux conditions de quorum et de majorité comme en matière de modification statutaire, peut décider que tout ou partie des actions à émettre en rémunérations d'apports nouveaux ne sera pas offert par préférence aux actionnaires anciens, en respectant les formalités prescrites par le Code des sociétés.

Article 10. — *Indivisibilité des titres*

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par titre.

Si le titre fait l'objet d'une copropriété, d'un usufruit ou d'un gage, la Société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant, à son égard, propriétaire du titre.

**TITRE III. — ADMINISTRATION ET DIRECTION**

Article 11. — *Composition et pouvoirs*

La Société est administrée par un conseil d'administration, composé de treize membres, actionnaires ou non. Deux administrateurs sont désignés sur proposition de la S.R.I.W., deux sont désignés sur proposition de la SOWALFIN, deux sont désignés sur proposition de la SOGEPa, cinq administrateurs sont désignés sur proposition du Gouvernement wallon, et deux indépendants au sens de l'article 526ter du Code des sociétés.

Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux que la loi réserve à l'assemblée générale. Le conseil d'administration peut notamment, afin d'assurer de manière plus efficace l'exercice des activités de la Société, confier à un tiers, par contrat de mandat ou contrat d'entreprise, l'exercice, pour son propre compte, d'une ou de plusieurs des fonctions de gestion,

pour autant que ce tiers dispose d'une organisation administrative, comptable, financière et technique appropriée à la nature des fonctions de gestion dont l'exercice lui est confié et que les administrateurs et les personnes qui assurent en fait la direction effective possèdent l'honorabilité professionnelle nécessaire et l'expérience adéquate pour exercer ces fonctions. Il peut également faire appel public à l'épargne et, dans ce cadre, émettre des emprunts obligataires, le cas échéant convertibles, avec ou sans droit de souscription, ainsi que tout autre instrument financier. Les appels publics à l'épargne sont subordonnés à l'autorisation du Gouvernement wallon qui en approuve les conditions et peut leur accorder la garantie de la Région aux conditions qu'il détermine et dans le respect de l'article 4 du décret du 1<sup>er</sup> avril 2009.

Les administrateurs sont nommés pour un terme qui ne peut excéder cinq ans, par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle. Les administrateurs sortants sont rééligibles. Le mandat des administrateurs sortants non réélus cesse immédiatement après l'assemblée générale qui a statué sur leur remplacement. Le membre du conseil d'administration nommé en remplacement de l'administrateur décédé, démissionnaire ou révoqué, achève le mandat de celui qu'il remplace.

Les émoluments des administrateurs sont fixés par l'assemblée générale et sont à charge de la Société.

#### Article 12. — *Vacance*

En cas de vacance d'une place d'administrateur par suite d'un décès, d'une démission, incompatibilité ou pour toute autre cause, les administrateurs restants peuvent y pourvoir provisoirement en respectant les règles de présentation.

Cette nomination est soumise à la ratification de la plus prochaine assemblée générale. Tout administrateur nommé dans les conditions ci-dessus, achève le mandat de l'administrateur qu'il remplace.

#### Article 13. — *Présidence et vice-présidence*

Le conseil d'administration élit parmi ses membres sur avis conforme du Gouvernement son président et un vice-président. En cas d'absence ou d'empêchement du président et du vice-président, le conseil désigne un de ses membres pour le remplacer. Le conseil d'administration peut déléguer à tout mandataire des pouvoirs spéciaux déterminés.

#### Article 14. — *Réunion et convocation*

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation de son président ou, en cas d'empêchement, de son remplaçant désigné par le conseil chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige. En outre, le président ou, en cas d'empêchement, son remplaçant est tenu de convoquer le conseil d'administration, dès que deux administrateurs en font la demande.

Les convocations sont faites soit par lettre recommandée ou ordinaire, soit par télégramme, télex ou télécopieur ou même par téléphone ou courrier électronique. Tout administrateur peut, à la réunion ou après celle-ci, renoncer à sa convocation et, en tout cas, sera considéré comme ayant été régulièrement convoqué s'il est présent ou représenté à la réunion.

Le conseil d'administration délibère valablement sans avoir à fournir la preuve de l'accomplissement des formalités relatives à la convocation de la réunion pour autant que tous les administrateurs soient présents ou aient renoncé à leur droit d'être formellement invités à la réunion.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

#### Article 15. — *Délibérations*

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée.

Tout administrateur empêché ou absent peut donner, par écrit, télégramme, télex ou télécopieur, ou par courrier électronique, à un autre administrateur une procuration pour le représenter lors d'une réunion du conseil d'administration et y voter en son lieu et place. Tout administrateur absent peut également exprimer ses avis et formuler ses votes par écrit, télégramme, télex ou télécopieur mais seulement si la moitié des administrateurs sont présents en personne.

Si le conseil d'administration n'est pas en nombre pour délibérer valablement, une nouvelle convocation est adressée aux administrateurs. Lors de cette deuxième réunion, le conseil d'administration peut valablement délibérer sur tout point mis à l'ordre du jour, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Dans les cas exceptionnels, dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises, hormis en matière d'arrêt des comptes annuels, par consentement unanime des administrateurs, exprimé par écrit, voire par tout autre mode de communication ayant pour support un document imprimé, tel que télécopie, télégramme ou courrier électronique.

Les commissaires au Gouvernement assistent, avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration.

#### Article 16. — *Procès-verbaux*

Un procès-verbal est rédigé lors de chaque réunion du conseil d'administration par le secrétaire. Il est signé par le président et un autre administrateur.

Les procès-verbaux sont rassemblés dans un registre spécial tenu au siège de la Société.

Les copies et les extraits de procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président et un administrateur ou par deux administrateurs.

#### Article 17. — *Gestion journalière*

Le conseil d'administration délègue la gestion journalière des affaires de la Société, et tout ou partie de ses pouvoirs de gestion, autres que la détermination de la politique générale de la Société ou les actes réservés au conseil d'administration en vertu d'autres dispositions de la loi, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un comité de direction, conformément à l'article 25 de la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale de Participations et d'Investissement et les sociétés régionales d'investissement. Celui-ci se compose de trois membres, désignés par le conseil d'administration en son sein pour maximum cinq ans. Ils sont rééligibles et en tout temps révocables.

Le comité de direction élit un président parmi ses membres.

Le comité de direction est convoqué par son président. Tout membre a le droit de faire inscrire des points à l'ordre du jour.

Le comité de direction décide collégalement et ne peut statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée.

Tout membre absent ou empêché peut donner, par écrit, télégramme, télex ou télécopieur, ou par courrier électronique, à un autre membre une procuration pour le représenter lors d'une réunion du comité et y voter en son lieu et place.

Dans les cas exceptionnels justifiés par l'urgence, la réunion du comité de direction peut également être tenue par vidéoconférence ou par conférence téléphonique. Les décisions prises lors d'un comité de direction s'étant réuni par vidéoconférence ou par conférence téléphonique feront l'objet d'un procès-verbal signé par le président et un autre membre du comité de direction.

Un procès-verbal est rédigé lors de chaque réunion du comité de direction par le secrétaire. Il est signé par le président et un autre membre du comité de direction. Les procès-verbaux des réunions du comité de direction sont rassemblés dans un registre spécial tenu au siège de la Société. Une copie des procès-verbaux est transmise sans délai au conseil d'administration. Les extraits de procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par deux membres.

#### Article 18. — *Comité d'investissement*

Un comité d'investissement sera organisé par le conseil d'administration sous la présidence du président du conseil d'administration. Les membres du personnel analysent et préparent les dossiers d'investissement pour approbation par le comité d'investissement, dont ils peuvent le cas échéant être membre. Ils pourront, le cas échéant, également être désignés en tant que représentants de la Société dans les comités d'investissement ou autres organes créés au niveau des sociétés internes entre la Société et une ou plusieurs personnes de droit public ou de droit privé telles que visées à l'article 3 des présents statuts.

#### Article 19. — *Comité d'orientation*

Un comité d'orientation chargé d'établir une concertation avec les partenaires sociaux est institué au sein de la société.

Sa composition et son fonctionnement seront organisés par une convention liant la société et les partenaires sociaux.

#### Article 20. — *Personnel*

Les membres du personnel de la Société sont engagés par le conseil d'administration à la majorité des votes. Le lien entre la Société et son personnel est de nature contractuelle.

Tout ce que perçoit, directement ou indirectement, un membre du Comité de direction ou un membre du personnel à titre de rémunération ou d'indemnité représentative de frais à raison d'un mandat, d'une fonction ou d'une prestation de services dans une autre société revient de droit à la C.I.W. lorsque ces mandat, fonction ou prestation sont exercés en relation avec la qualité de membre du comité de direction ou de membre du personnel de la C.I.W.

#### Article 21. — *Représentation*

La Société est valablement représentée dans tous les actes, y compris ceux où intervient un fonctionnaire public ou un officier ministériel et est valablement engagée en justice, tant en défendant qu'en demandant :

— soit par deux membres du comité de direction, par deux administrateurs dont le président du conseil d'administration ou par un administrateur et un membre du comité de direction agissant conjointement;

— soit, dans les limites de la gestion journalière, par le président du comité de direction ou un de ses membres, agissant seul ou conjointement.

En outre, elle est valablement engagée par des mandataires spéciaux dans les limites de leur mandat.

### TITRE IV. — *POLITIQUE D'INVESTISSEMENT*

#### Article 22. — *Politique d'investissement de la C.I.W.*

La Société pratiquera, conjointement avec une ou plusieurs personnes juridiques de droit public ou de droit privé, tout investissement en faveur des petites et moyennes entreprises wallonnes sous quelque forme que ce soit, sous réserve de la conformité des dites opérations à la réglementation applicable et dans le cadre de ses forme juridique et objet social.

### TITRE V. — *L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES*

#### Article 23. — *Assemblée, convocation*

L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier mardi du mois de mai de chaque année à dix heures trente ou, si ce jour est férié, le premier jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale, tant ordinaire que spéciale ou extraordinaire, se réunit sur la convocation du président du conseil d'administration, de deux administrateurs ou du commissaire. Le président du conseil d'administration, deux administrateurs ou le commissaire peuvent convoquer des assemblées générales spéciales ou extraordinaires autant de fois que l'intérêt social l'exige; ils doivent convoquer une assemblée générale sur demande écrite d'actionnaires justifiant la possession d'un cinquième du capital social.

Les convocations sont faites conformément aux dispositions du Code des sociétés. Toute personne peut renoncer à la convocation et, en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

Les assemblées générales ordinaires, extraordinaires ou spéciales se tiennent au siège social de la Société ou à tout autre endroit désigné dans la lettre de convocation.

#### Article 24. — *Droit de vote et délibérations*

Sauf disposition légale contraire, aucune assemblée ne peut délibérer que sur les objets qui figurent à son ordre du jour et pour autant que la moitié au moins des actions soit représentée.

Chaque action donne droit à une voix.

Tout propriétaire d'action peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire spécial, actionnaire ou non. Les copropriétaires, les usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes, doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Le droit pour les actionnaires de participer à l'assemblée générale est subordonné à l'inscription de l'actionnaire sur le registre des actions nominatives de la société.

Sauf disposition légale contraire, les décisions sont prises à la majorité absolue des voix valablement présentes ou représentées. Toutefois, toute décision de l'assemblée générale portant modification aux statuts n'entre en vigueur qu'après approbation par le Gouvernement wallon.

A l'exception des décisions qui doivent être passées par un acte authentique, les actionnaires peuvent, à l'unanimité, prendre par écrit toutes les décisions qui relèvent du pouvoir de l'assemblée générale.

#### Article 25. — *Prorogation*

Toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, peut être prorogée, séance tenante, à trois semaines au plus par le conseil d'administration. Cette prorogation n'annule pas les décisions prises sauf si l'assemblée en décide autrement. La seconde assemblée délibèrera sur le même ordre du jour et statuera définitivement.

#### Article 26. — *Présidence, procès-verbaux*

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, à défaut, par une personne désignée par l'assemblée. Le président désignera le secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les procès-verbaux constatant les décisions de l'assemblée générale sont consignés sur des feuilles volantes, reliées à la fin de l'exercice social et tenues au siège social. Ils sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires présents qui le demandent.

Une copie de ces décisions sera adressée aux administrateurs, au commissaire, aux obligataires ainsi que, s'il échet, aux détenteurs de droits de souscription ou de certificats émis avec la collaboration de la société.

Les expéditions, copies ou extraits sont signés par le président et un administrateur ou par deux administrateurs.

### TITRE VI. — *TRANSPARENCE*

#### Article 27. — *Obligations d'information*

La Société est tenue de respecter des obligations d'information équivalentes à celles qui sont applicables en exécution de l'article 10, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.

### TITRE VII. — *EXERCICE - SURVEILLANCE - REPARTITION*

#### Article 28. — *Exercice social*

L'exercice social débute le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

#### Article 29. — *Surveillance*

Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité au regard du Code des sociétés et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels est confié à un ou plusieurs commissaires nommés pour trois ans par l'assemblée générale parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'Entreprises, et rééligibles. Les émoluments du commissaire sont fixés par l'assemblée générale.

A tout moment, le commissaire peut prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de la Société.

Un mois au moins avant la date fixée pour l'assemblée générale annuelle, il est mis à la disposition du commissaire, au siège social, toutes les pièces nécessaires à la vérification des écritures. Le commissaire fait un rapport de sa mission à l'assemblée générale.

Le contrôle de l'exécution des missions déléguées définies à l'article 22, conformément aux dispositions du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, s'effectue par deux commissaires que le Gouvernement wallon désigne et qu'il peut révoquer.

La rémunération des commissaires du Gouvernement est fixée par le Gouvernement et payée par la Société.

#### Article 30. — *Répartition*

Le bénéfice net de l'exercice est déterminé conformément aux dispositions légales.

Il sera fait chaque année sur le bénéfice net, un prélèvement de cinq pour cent affecté à la formation d'un fonds de réserve légale. Lorsque celui-ci aura atteint le dixième du capital social, le prélèvement cessera d'être obligatoire.

Le solde recevra l'affectation que lui donnera l'assemblée générale à la majorité des voix, sur proposition du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra, sous sa propre responsabilité décider le paiement d'acomptes sur dividendes, en fixer le montant et la date de leur paiement.

Les dividendes seront payés aux endroits et aux époques à fixer par le conseil d'administration.

Tous les dividendes revenant aux actionnaires et non touchés dans les cinq ans sont prescrits et restent acquis à la Société. Ils sont versés au fonds de réserve.

### TITRE VIII. — *DE LA DISSOLUTION ET DE LA LIQUIDATION*

#### Article 31

En cas de liquidation, un décret fixera le mode et les conditions de liquidation de la Société.

### TITRE IX. — *DIVERS*

#### Article 32

Pour l'exécution des présents statuts, faute de domicile légal ou de siège social en Belgique, ou encore de domicile élu en Belgique et dûment notifié à la Société, tout administrateur et liquidateur de la Société, est censé avoir élu domicile au siège social où toutes communications, sommations, assignations ou significations peuvent lui être valablement faites.

En cas de litige entre la Société et un actionnaire, administrateur ou liquidateur, seuls seront compétents les tribunaux de l'arrondissement où la Société a son siège social.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009 portant approbation des statuts de la Caisse d'Investissement de Wallonie.

Namur, le 23 avril 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J.-C. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1601

[2009/201942]

**23. APRIL 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung  
zur Genehmigung der Satzungen der "Caisse d'Investissement de Wallonie"  
(Investitionskasse der Wallonie)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere Art. 6 und 9;

Aufgrund des Dekrets vom 3. April 2009 zur Gründung der "Caisse d'Investissement de Wallonie" (Investitionskasse der Wallonie) und zur Einführung einer Senkung der Steuer der natürlichen Personen bei der Zeichnung von Aktien oder Obligationen der Kasse;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die in der Anlage angeführten Satzungen der "Caisse d'Investissement de Wallonie" werden genehmigt.

**Art. 2** - Der Minister der Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

**Art. 3** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 23. April 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,  
J.-C. MARCOURT

SATZUNGEN

**TITEL I. — FORM - NAME - SITZ - ZWECK - DAUER**

**Artikel 1 — Form und Gesellschaftsname**

Bei der Gesellschaft handelt es sich um eine öffentlich-rechtliche Aktiengesellschaft mit dem Namen "Caisse d'Investissement de Wallonie", abgekürzt: "C.I.W." (die "Gesellschaft"). Sie ist eine spezialisierte Gesellschaft öffentlichen Interesses der Wallonischen Region im Sinne von Artikel 22 § 1 Absatz 1 des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung der Föderalen Beteiligungs- und Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften. Sie hat die Eigenschaft einer nicht notierten Gesellschaft, die eine öffentliche Aufforderung zur Zeichnung im Sinne von Artikel 438 des Gesetzbuches über die Gesellschaften vornimmt oder vorgenommen hat.

Außer den Abweichungen, die sich aus den Bestimmungen des Dekrets vom 1. April 2009 zur Gründung der "Caisse d'Investissement de Wallonie" (Investitionskasse der Wallonie) und zur Einführung einer Senkung der Steuer der natürlichen Personen bei der Zeichnung von Aktien oder Obligationen der Kasse oder der vorliegenden Satzungen ergeben, unterliegt die Gesellschaft in Ergänzung zu den vorliegenden Bestimmungen dem Gesetzbuch über die Gesellschaften und seinen Durchführungserlassen sowie den Artikeln 22 bis 41 des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung der Föderalen Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften.

**Artikel 2 — Gesellschaftssitz**

Der Gesellschaftssitz wird in Lüttich, Avenue Destenay 13 festgelegt.

Er kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats, der im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht und zuvor durch die Wallonische Regierung gebilligt wird, an jeden anderen Ort der Wallonischen Region verlegt werden. Die Gesellschaft kann durch einfachen Beschluss ihres Verwaltungsrats Verwaltungs- oder Betriebssitze, Agenturen und Zweigstellen in Belgien oder im Ausland, überall dort wo sie es für nötig erachtet, niederlassen.

**Artikel 3 — Gesellschaftszweck**

Die Gesellschaft hat zum Hauptzweck, zusammen mit einer oder mehreren öffentlich-rechtlichen oder privatrechtlichen Personen die Investitionen in nicht notierte Klein- oder Mittelunternehmen zu fördern.

Zur Förderung der Umsetzung ihres Gesellschaftszwecks kann die Gesellschaft insbesondere

1° Teilhaberverträge abschließen, Vereinigungen, Gruppen oder Verbänden angehören oder sich daran beteiligen;

2° eine Tochtergesellschaft gründen, eine Beteiligung im Kapital einer Gesellschaft durch Einbringung, Abtretung, Zeichnung oder sonstige Mittel erwerben, insofern der Gesellschaftszweck der Tochtergesellschaft oder der Gesellschaft, an der sie sich beteiligt, ihrem eigenen Gesellschaftszweck entspricht;

3° Obligationsanleihen mit oder ohne Umtauschrecht, mit oder ohne Vorkaufsrecht zeichnen, Darlehen und Bürgschaften gewähren;

- 4° sich durch persönliche oder dingliche Bürgschaften oder Sicherheiten absichern, insbesondere durch Darlehen auf den Geschäfts- bzw. Firmenwert;
- 5° Dienste von Drittpersonen in Anspruch nehmen, und diese mit jeglicher Aufgabe beauftragen, die zur Erfüllung ihres Gesellschaftszwecks nützlich ist;
- 6° im Rahmen der Verwaltung ihrer Finanzmittel bewegliche Güter erwerben;
- 7° mit einer oder mehreren öffentlich- oder privatrechtlichen Personen stille Gesellschaften bilden;
- 8° spezialisierte Investitionsfonds schaffen und/oder verwalten, oder sich an von Dritten geschaffenen und/oder verwalteten Investitionsfonds beteiligen.

Die Gesellschaft kann ebenfalls die Aufgaben durchführen, die ihr per Dekret oder Erlass der Regierung übertragen würden.

Die Gesellschaft kann als Bürge auftreten sowohl für ihre eigenen Verpflichtungen als für die Verpflichtungen Dritter, u.a. dadurch, dass sie ihre Güter, einschließlich ihres Handelsfonds, als Hypothek gibt oder verpfändet.

Die Gesellschaft kann alle Anteile einer Aktiengesellschaft besitzen, dies ohne Befristung und ohne dass sie für die Verpflichtungen dieser Gesellschaft gesamtschuldnerisch haften soll. In diesem Fall behält sie den Anspruch auf die Teilung der Vermögen und unterliegt der besonderen Regelung, die in Artikel 31 § 2 des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung der Föderalen Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften festgelegt ist.

Die Gesellschaft kann außerdem Geschäfte jeglicher Art durchführen, die direkt oder indirekt, ganz oder teilweise mit ihrem Gesellschaftszweck verbunden sind, sowie alle Geschäfte, die dessen Erfüllung begünstigen, erleichtern oder fördern können, einschließlich der Verrichtungen, die die Wirtschaft in der Wallonischen Region ankurbeln können.

Bei ihrem Gesellschaftszweck handelt es sich um einen geschäftlichen Zweck und ihre Geschäfte gelten als Handelsgeschäfte.

#### Artikel 4 — *Dauer*

Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

### TITEL II — *GESELLSCHAFTSKAPITAL*

#### Artikel 5 — *Betrag des Gesellschaftskapitals*

Das Gesellschaftskapital wird auf zwanzig Millionen Euro festgelegt. Es besteht aus achtzig Tausend Aktien ohne Angabe eines Nennwerts, die jede einen gleichen Anteil des Gesellschaftskapitals vertreten, und von 1 bis 80.000 nummeriert sind.

Durch einen Beschluss der außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, die unter denselben Bedingungen in Sachen Quorum und Mehrheit wie für eine Änderung der Satzungen berät, kann das Kapital in der Zukunft in einem oder mehreren Malen erhöht oder herabgesetzt werden.

#### Artikel 6 — *Aufforderung zur Einzahlung*

Die Einzahlungen, die für bei ihrer Zeichnung nicht vollständig eingezahlten Aktien zu tätigen sind, müssen zu den Zeitpunkten erfolgen, die vom Verwaltungsrat bestimmt werden.

Der Aktionär, der nach einer per Einschreiben zugestellten Fristanzeige von fünfzehn Tagen einer Aufforderung zur Einzahlung nicht Folge leistet, muss der Gesellschaft Zinsen vergüten, die ab dem Tag der Fälligkeit der Einzahlung zum gesetzlichen Zinssatz in Geschäftssachen berechnet werden.

Der Verwaltungsrat kann zudem nach einer zweiten Voranzeige, der binnen eines Monats nicht Folge geleistet worden ist, die Aberkennung des Aktionärs verkünden, und den Verkauf seiner Anteile veranlassen, unter Einhaltung des Grundsatzes der Gleichheit der Aktionäre und unbeschadet des Rechts, von ihm die Zahlung des geschuldeten Restbetrags sowie des etwaigen Schadenersatzes zu fordern.

Jede erforderliche oder getätigte Einzahlung wird von den gesamten Aktien abgebucht, die der Aktionär besitzt.

Der Verwaltungsrat kann den Aktionären erlauben, ihre Wertpapiere im Voraus einzuzahlen; er legt die Bedingungen fest, unter denen die vorfristigen Einzahlungen genehmigt werden.

#### Artikel 7 — *Art der Aktien*

Die Aktien sind Namensaktien und werden es bleiben. Die Namensaktien werden in einem Aktienbuch eingetragen, das am Gesellschaftssitz aufbewahrt wird; jeder Aktieninhaber kann jederzeit darin Einsicht nehmen. Der Besitz einer Aktie setzt die Annahme vorliegender Satzungen von Rechts wegen voraus. Die Veräußerung von Namensaktien erfolgt durch eine Übertragungserklärung, die im Aktienbuch vermerkt wird.

Die Mehrheit der Aktien muss im Besitz der Wallonischen Region sein.

#### Artikel 8 — *Veräußerung von Aktien*

Ein Aktionär, der seine Aktien veräußern möchte, muss den Verwaltungsrat davon per an ihn gerichtetes Einschreiben informieren, unter Angabe des Namens, des Vornamens und des Berufs des vorgesehenen Erwerbers, oder, wenn es sich um eine juristische Person handelt, ihrer Bezeichnung und ihres Gesellschaftssitzes, sowie der Anzahl der zu veräußernden Aktien. Der Veräußerer muss dem Verwaltungsrat ebenfalls den Preis und die Zahlungsmodalitäten, die vom vorgesehenen Erwerber der Aktien angeboten werden, mitteilen; auf Anfrage des Verwaltungsrats muss der Veräußerer die Tatsächlichkeit des Angebots nachweisen.

Eine Veräußerung von Aktien darf nur mit der vorherigen Zustimmung des mit Stimmenmehrheit beratenden Verwaltungsrats stattfinden. Wird der vom Verwaltungsrat gefasste Beschluss dem Veräußerer nicht binnen vier Wochen nach der Ankündigung durch den Veräußerer mitgeteilt, gilt, dass der Verwaltungsrat der Veräußerung zugestimmt hat. Wird der vorgesehene Erwerber abgelehnt, so werden die anderen Aktionäre für den Erwerb der zu veräußernden Aktien ein Bezugsrecht haben, wobei der Preis und die Zahlungsbedingungen diejenigen sind, die vom vorgesehenen Erwerber angeboten waren. Die Aktionäre müssen ihr Bezugsrecht binnen fünfzehn Tagen nach dem Angebot ausüben, das ihnen durch Vermittlung des Verwaltungsrats gemacht worden ist, der binnen fünfzig Tagen nach der Mitteilung der Bedingungen der Veräußerung durch den Veräußerer handelt. Das Bezugsrecht wird proportional zur Anzahl Aktien ausgeübt, die jeder Aktionär besitzen wird.

Falls die Anzahl Aktien, für die das Angebot ordnungsgemäß angenommen wurde, höher liegt als die Anzahl angebotener Aktien, so werden diese zwischen den Aktionären, die diese Aktien erwerben möchten, im Verhältnis zur Anzahl Aktien, die sie besitzen, verteilt. Der Verwaltungsrat nimmt diese Verteilung vor, ohne die Brüche zu berücksichtigen. Er informiert die Interessenten und diese Mitteilung gilt als Abschluss des Verkaufs.

Falls die Anzahl Aktien, für die das Angebot ordnungsgemäß angenommen wurde, niedriger bleibt als die Anzahl angebotener Aktien, kann der veräußernde Aktionär selbst entscheiden, ob er den Verkauf für die Anzahl Aktien, für die das Optionsrecht ausgeübt worden ist, genehmigt und die Aktien, für die das Optionsrecht nicht ordnungsgemäß ausgeübt worden ist, zu den vorgesehenen Bedingungen dem Erwerber abtritt, oder ob er sein Angebot zurückzieht und auf die Veräußerung verzichtet, oder aber ob er auf den Verkauf derjenigen Aktien verzichtet, für die das Optionsrecht ausgeübt worden ist, und dem vorgesehenen Erwerber die gesamten zu veräußernden Aktien zu den vorgesehenen Bedingungen abtritt.

Die vom Veräußerer getroffene Entscheidung muss dem Verwaltungsrat binnen fünfzehn Tagen nach der Mitteilung, die dieser dem Veräußerer über das Ergebnis der Ausübung des Vorkaufsrechts zukommen lässt, mitgeteilt werden. Nach Ablauf dieser Frist gilt, dass der Veräußerer auf jegliche Veräußerung verzichtet hat.

Die Zahlung des Preises wird gemäß den durch den vorgesehenen Erwerber akzeptierten und dem Verwaltungsrat durch den Veräußerer mitgeteilten Modalitäten erfolgen.

Falls die vorgesehene Veräußerung nicht innerhalb von zwölf Monaten nach der Mitteilung an den Verwaltungsrat gemäß dem ersten Absatz vorliegenden Artikels stattfinden sollte oder wenn diese Bedingungen abgeändert werden, so muss das oben beschriebene Verfahren vor jeglicher Veräußerung erneut stattfinden.

Alle in vorliegendem Artikel vorgesehenen Bekanntgaben, Mitteilungen und Zustellungen müssen per bei der Post aufgegebenes Einschreiben erfolgen, wobei die Fristen ab dem Tag der Aufgabe des Briefes zu laufen anfangen, der auf der Aufgabebescheinigung angegeben ist.

In Abweichung von dem Vorstehenden bleiben diejenigen Veräußerungen frei, die seitens der Wallonischen Region zugunsten einer direkt oder indirekt von ihr kontrollierten Gesellschaft, oder seitens einer Gesellschaft, die Aktien besitzt, zugunsten einer oder mehrerer belgischer Gesellschaften, deren Tochtergesellschaft sie ist, oder die ihre Tochtergesellschaften sind, sowie die Veräußerungen zwischen belgischen Gesellschaften, die die Tochtergesellschaften einer selben Gesellschaft sind, die Aktien besitzt, sowie ebenfalls die Veräußerungen, die sich aus Zusammenschlüssen, Übernahmen, Gesellschaftseinlagen welcher Art auch immer oder Verteilungen anschließend an eine Auflösung ergeben, getätigt werden, unter der Voraussetzung, dass der Verwaltungsrat im Voraus darüber informiert wird, und dass die direkte oder indirekte Kontrolle über den oder die Aktionäre nach der Veräußerung auf eine Art und Weise stattfindet, die der Kontrolle ähnlich ist, die vor der Veräußerung auf den Aktionär ausgeübt war.

Keine Aktie darf ohne die vorherige Zustimmung des Verwaltungsrates mit Gebühren jeglicher Art belastet sein.

#### Artikel 9 — Bezugsrecht

Im Falle einer Kapitalerhöhung durch Bareinlagen ist das Recht, neue Aktien zu zeichnen, nur den Aktionären vorbehalten, und dies im Verhältnis zu ihrer Beteiligung am Gesellschaftskapital.

Ungeachtet des vorherigen Absatzes kann die Generalversammlung, die unter denselben Bedingungen in Sachen Quorum und Mehrheit wie für eine Änderung der Satzungen berät, beschließen, dass ein Teil oder die Gesamtheit der gegen neue Einlagen auszugebenden Aktien nicht vorzugsweise den Personen angeboten wird, die bereits Aktionär sind, unter der Voraussetzung, dass die vom Gesetzbuch über die Gesellschaften vorgeschriebenen Formalitäten beachtet werden.

#### Artikel 10 — Unteilbarkeit der Anteile

Die Aktien sind der Gesellschaft gegenüber unteilbar. Diese erkennt lediglich einen Eigentümer pro Wertpapier an.

Wenn der Anteil Gegenstand eines Miteigentums, einer Nutznießung oder eines Pfandes ist, ist die Gesellschaft berechtigt, die Ausübung der damit verbundenen Rechte auszusetzen, bis eine einzige Person als Eigentümer des Anteils gegenüber der Gesellschaft bezeichnet wird.

### TITEL III — VERWALTUNG UND GESCHÄFTSFÜHRUNG

#### Artikel 11 — Zusammensetzung und Befugnisse

Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der sich aus dreizehn Mitgliedern zusammensetzt, die nicht notwendigerweise Aktien besitzen müssen. Zwei Verwaltungsratsmitglieder werden auf Vorschlag der "S.R.I.W." bezeichnet, zwei werden auf Vorschlag der SOWALFIN bezeichnet, zwei werden auf Vorschlag der SOGÉPA bezeichnet, fünf werden auf Vorschlag der Wallonischen Regierung bezeichnet und zwei sind unabhängige Verwalter im Sinne von Artikel 526ter des Gesetzbuches über die Gesellschaften.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, alle Handlungen vorzunehmen, die für die Verwirklichung des Zwecks der Gesellschaft notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme derjenigen, die laut dem Gesetz der Generalversammlung vorbehalten sind. Der Verwaltungsrat kann insbesondere, um eine wirksamere Ausübung der Aktivitäten der Gesellschaft zu sichern, einer Drittperson die Ausübung für eigene Rechnung einer oder mehrerer Verwaltungsaufgaben per Mandatsvertrag oder Unternehmensvertrag anvertrauen, unter der Voraussetzung, dass diese Drittperson über eine administrative, buchhalterische, finanzielle und technische Organisation verfügt, die für die Art der ihr anvertrauten Verwaltungsaufgaben geeignet ist, und dass die Verwaltungsratsmitglieder und Personen, die für die effektive Geschäftsführung sorgen, über die erforderliche berufliche Ehrbarkeit und Erfahrung für die Erfüllung dieser Aufgaben verfügen. Er kann ebenfalls öffentlich zur Zeichnung auffordern und in diesem Rahmen Obligationsanleihen mit oder ohne Umtauschrecht, mit oder ohne Vorkaufsrecht, sowie andere Finanzinstrumente ausschreiben. Die öffentlichen Aufforderungen zur Zeichnung unterliegen der Genehmigung der Wallonischen Regierung, die deren Bedingungen genehmigt, und die Bürgschaft der Region dafür gewähren kann, unter Bedingungen, die sie bestimmt, und unter Einhaltung von Artikel 4 des Dekrets vom 1. April 2009.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der Generalversammlung der Aktionäre für eine Frist von höchstens fünf Jahren bezeichnet. Sie können von dieser Generalversammlung immer abberufen werden. Ausscheidende Verwaltungsratsmitglieder sind wieder wählbar. Das Mandat der ausscheidenden und nicht wiedergewählten Verwaltungsratsmitglieder erlischt unverzüglich nach der Generalversammlung, bei der über ihren Ersatz beschlossen wurde. Das Mitglied des Verwaltungsrats, das ein verstorbenes, zurücktretendes oder abberufenes Verwaltungsratsmitglied ersetzt, beendet dessen Mandat.

Die Bezüge der Verwaltungsratsmitglieder werden von der Generalversammlung festgelegt und gehen zu Lasten der Gesellschaft.

#### Artikel 12 — Vakanz

Falls infolge eines Sterbefalls, eines Rücktritts, einer Unvereinbarkeit oder aus jedem anderen Grund eine Stelle als Verwaltungsratsmitglied frei wird, können die übrigen Verwaltungsratsmitglieder unter Beachtung der Vorschlagsregeln dafür sorgen, dass diese vorübergehend besetzt wird.



Diese Ernennung unterliegt der Ratifizierung der nächst folgenden Generalversammlung. Jedes unter den oben erwähnten Bedingungen ernannte Verwaltungsratsmitglied beendet das Mandat des Verwaltungsratsmitglieds, das es ersetzt.

#### Artikel 13 — *Vorsitz und stellvertretender Vorsitz*

Nach gleichlautendem Gutachten der Regierung wählt der Verwaltungsrat unter seinen Mitgliedern seinen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden. Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden bezeichnet der Rat eines seiner Mitglieder, um ihn zu ersetzen. Der Verwaltungsrat kann jedem Mandatsträger bestimmte Sondervollmachten erteilen.

#### Artikel 14 — *Versammlungen und Einberufungen*

Der Verwaltungsrat tritt jedes Mal zusammen, wenn das Interesse der Gesellschaft es benötigt, auf Einberufung seines Vorsitzenden oder, wenn dieser verhindert ist, des Mitglieds, das vom Rat bezeichnet worden ist, um ihn zu ersetzen. Der Vorsitzende oder das Mitglied, das ihn ersetzt, wenn er verhindert ist, ist ebenfalls verpflichtet, eine Versammlung des Verwaltungsrats einzuberufen, wenn zwei Mitglieder des Verwaltungsrats es beantragen.

Die Einberufungen erfolgen entweder per Einschreiben oder gewöhnliches Schreiben, oder per Telegramm, Telex, Fax oder sogar per Telefon oder E-Mail. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann während oder nach der Versammlung auf diese Einberufung verzichten und es wird in jedem Fall davon ausgegangen, dass es ordnungsgemäß vorgeladen wurde, wenn es bei der Versammlung anwesend ist oder vertreten wird.

Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, ohne dass nachgewiesen werden muss, dass die Formalitäten bezüglich der Einberufung zur Versammlung tatsächlich erfüllt worden sind, insofern alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend sind oder auf ihr Recht, eine förmliche Vorladung zu erhalten, verzichtet haben.

Die Versammlungen finden an dem in der Einberufung angegebenen Ort statt.

#### Artikel 15 — *Beratungen*

Der Verwaltungsrat ist lediglich dann beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind.

Jedes verhinderte oder abwesende Verwaltungsratsmitglied kann ein anderes Verwaltungsratsmitglied schriftlich, per Telegramm, Telex oder Fax, oder per E-Mail bevollmächtigen, ihn an einer Versammlung des Verwaltungsrats zu vertreten und an seiner Stelle zu wählen. Jedes abwesende Verwaltungsratsmitglied kann ebenfalls seine Meinungen äußern und seine Stimme schriftlich, per Telegramm, Telex, oder Fax abgeben, dies jedoch nur, wenn die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder persönlich anwesend sind.

Wenn zu wenige Mitglieder des Verwaltungsrats anwesend sind, damit dieser beschlussfähig ist, wird den Verwaltungsratsmitgliedern eine neue Einberufung zugesandt. Bei dieser zweiten Versammlung ist der Verwaltungsrat beschlussfähig, was die Anzahl der anwesenden oder vertretenden Mitglieder auch sei, und kann über alle auf die Tagesordnung gestellten Punkte entscheiden.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Bei Stimmengleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

In außergewöhnlichen, durch die Dringlichkeit und das soziale Interesse gebührend begründeten Fällen können die Beschlüsse des Verwaltungsrats, mit Ausnahme dessen, was den Abschluss der Jahresabrechnung betrifft, im schriftlich ausgedrückten allgemeinen Einverständnis der Verwaltungsratsmitglieder gefasst werden. Ggf. sind andere Kommunikationsmittel, die ein gedrucktes Dokument als Grundlage haben, wie z.B. ein Fax, Telegramm oder E-Mail, annehmbar.

Die Kommissare der Regierung nehmen an den Versammlungen des Verwaltungsrats mit beratender Stimme teil.

#### Artikel 16 — *Protokolle*

Bei jeder Versammlung des Verwaltungsrats verfasst der Sekretär ein Protokoll. Dieses Protokoll wird vom Vorsitzenden und einem anderen Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet.

Die Protokolle werden in ein am Sitz der Gesellschaft geführtes Sonderregister eingetragen.

Die vor Gericht oder anderenorts vorzulegenden Abschriften oder Auszüge der Protokolle werden von dem Vorsitzenden und einem Verwaltungsratsmitglied oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

#### Artikel 17 — *Tägliche Geschäftsführung*

Der Verwaltungsrat überträgt die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft und einen Teil oder die Gesamtheit seiner Verwaltungsbefugnis mit Ausnahme der Festlegung der allgemeinen Politik der Gesellschaft und der Rechtsakte, die aufgrund anderer Bestimmungen des Gesetzes dem Verwaltungsrat vorbehalten sind, sowie die Vertretung der Gesellschaft, was diese Verwaltung betrifft, einem Direktionsausschuss, in Übereinstimmung mit Artikel 25 des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung der Föderalen Beteiligungs- und Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften. Der Direktionsausschuss besteht aus drei Mitgliedern, die vom Verwaltungsrat unter seinen Mitgliedern für höchstens fünf Jahre bezeichnet werden. Sie sind wieder wählbar und können immer abberufen werden.

Der Direktionsausschuss wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden.

Der Direktionsausschuss wird von seinem Vorsitzenden einberufen. Jedes Mitglied ist berechtigt, Punkte in die Tagesordnung eintragen zu lassen.

Der Direktionsausschuss fasst seine Beschlüsse auf kollegiale Weise und ist lediglich dann beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Jedes verhinderte oder abwesende Mitglied kann ein anderes Mitglied schriftlich, per Telegramm, Telex oder Fax, oder per E-Mail bevollmächtigen, ihn an einer Versammlung des Ausschusses zu vertreten und an seiner Stelle zu wählen.

In außerordentlichen, durch die Dringlichkeit begründeten Fällen kann die Versammlung des Direktionsausschusses auch per Videokonferenz oder Telefonkonferenz gehalten werden. Die Beschlüsse, die während einer Versammlung des Direktionsausschusses gefasst worden sind, die per Videokonferenz oder Telefonkonferenz gehalten wurde, sind Gegenstand eines Protokolls, das vom Vorsitzenden und einem anderen Mitglied des Direktionsausschusses unterzeichnet wird.

Bei jeder Versammlung des Direktionsausschusses verfasst der Sekretär ein Protokoll. Dieses Protokoll wird vom Vorsitzenden und einem anderen Mitglied des Direktionsausschusses unterzeichnet. Die Protokolle der Versammlungen des Direktionsausschusses werden in ein am Sitz der Gesellschaft geführtes Sonderregister eingetragen. Eine Abschrift der Protokolle wird unverzüglich dem Verwaltungsrat übermittelt. Die vor Gericht oder anderenorts vorzulegenden Auszüge der Protokolle werden von dem Vorsitzenden oder von zwei Mitgliedern unterzeichnet.

#### Artikel 18 — *Investitionsausschuss*

Ein Investitionsausschuss wird vom Verwaltungsrat unter dem Vorsitz des Vorsitzenden des Verwaltungsrats organisiert werden. Die Mitglieder des Personals untersuchen und sorgen für die Vorbereitung der Investitionsakten, die vom Investitionsausschuss genehmigt werden müssen; gegebenenfalls können diese Personalmitglieder dem Investitionsausschuss angehören. Sie können gegebenenfalls auch als Vertreter der Gesellschaft in den Investitionsausschüssen und in den sonstigen Organen, die innerhalb der stillen Gesellschaften zwischen der Gesellschaft und einer oder mehreren öffentlich- oder privatrechtlichen Gesellschaften im Sinne von Artikel 3 der vorliegenden Satzungen gegründet werden, bezeichnet werden.

#### Artikel 19 — *Orientierungsausschuss*

Innerhalb der Gesellschaft wird ein Orientierungsausschuss eingerichtet, der damit beauftragt wird, eine Konzertierung mit den Sozialpartnern einzuleiten.

Seine Zusammensetzung und Arbeitsweise beruhen auf einer Vereinbarung, die die Gesellschaft und die Sozialpartner bindet.

#### Artikel 20 — *Personal*

Die Personalmitglieder der Gesellschaft werden vom Verwaltungsrat mit der Stimmenmehrheit angestellt. Das Verhältnis zwischen der Gesellschaft und seinem Personal ist vertraglicher Art.

Alle direkten oder indirekten Bezüge eines Mitglieds des Direktionsausschusses oder eines Personalmitglieds, als Entlohnung oder Kostenentschädigung wegen eines Mandats, eines Amtes oder einer Dienstleistung in einer anderen Gesellschaft, stehen der C.I.W. von Rechts wegen zu, wenn dieses Mandat, dieses Amt oder diese Dienstleistung in Zusammenhang mit der Eigenschaft als Mitglied des Direktionsausschusses oder des Personals der C.I.W. ausgeübt wird.

#### Artikel 21 — *Vertretung*

Die Gesellschaft wird in allen Rechtsakten, einschließlich derjenigen, für die ein öffentlicher Beamter oder ein Ministerialbeamter seinen Beitrag leistet, einschließlich für die Vertretung vor Gericht, ob als antragstellende oder als verklagte Partei rechtsgültig vertreten:

— entweder durch zwei Mitglieder des Direktionsausschusses, durch zwei Mitglieder des Verwaltungsrates, worunter dessen Vorsitzender, oder durch ein Verwaltungsratsmitglied und ein Mitglied des Direktionsausschusses, die gemeinsam handeln,

— oder im strikten Rahmen der täglichen Führung, durch den Vorsitzenden des Direktionsausschusses oder eines seiner Mitglieder, wobei sie allein oder gemeinsam handeln.

Sie wird ebenfalls durch die Sonderbeauftragten rechtsgültig vertreten, wenn sie im strikten Rahmen ihres Mandats handeln.

### TITEL IV — *Investitionspolitik*

#### Artikel 22 — *Investitionspolitik der C.I.W.*

Die Gesellschaft wird zusammen mit einer oder mehreren juristischen Personen öffentlichen oder privaten Rechts Investitionen zugunsten der wallonischen Klein- und Mittelbetriebe tätigen, unter jeglicher möglichen Form, unter der Voraussetzung, dass diese Geschäfte den anwendbaren Regelungsbestimmungen genügen und in Übereinstimmung mit der Rechtsform und dem Zweck der Gesellschaft stattfinden.

### TITEL V — *DIE GENERALVERSAMMLUNG DER AKTIONÄRE*

#### Artikel 23 — *Versammlungen und Einberufungen*

Die jährliche Generalversammlung tritt von Rechts wegen am [•] des Monats [•] jedes Jahres um [•] Uhr zusammen; wenn dieser Tag ein Feiertag ist, findet die Versammlung am folgenden Werktag statt.

Die ordentlichen, besonderen oder außerordentlichen Generalversammlungen treten auf Einberufung des Vorsitzenden des Verwaltungsrates, zweier Verwaltungsratsmitglieder oder des Kommissars zusammen. Besondere oder außerordentliche Generalversammlungen können vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates, von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder vom Kommissar so oft einberufen werden, wie es das Interesse der Gesellschaft erfordert; sie müssen eine Generalversammlung einberufen, wenn Aktionäre, die den Besitz von mindestens einem Fünftel des Gesellschaftskapitals nachweisen können, es schriftlich beantragen.

Die Einberufungen erfolgen in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesellschaftsgesetzbuches. Jede Person kann auf die Einberufung verzichten und es wird in jedem Fall davon ausgegangen, dass sie ordnungsgemäß vorgeladen wurde, wenn sie bei der Versammlung anwesend ist oder vertreten wird.

Die ordentlichen, außerordentlichen oder besonderen Generalversammlungen finden am Sitz der Gesellschaft oder jedem anderen Ort, der im Einberufungsschreiben angegeben wird, statt.

#### Artikel 24 — *Stimmrecht und Beratungen*

Sofern es keine andere anderslautende gesetzliche Bestimmung gibt, darf keine Versammlung über Angelegenheiten beraten, die nicht in der Tagesordnung angegeben sind, und dies unter der Voraussetzung, dass mindestens die Hälfte der Aktien vertreten ist.

Auf jede Aktie entfällt eine Stimme.

Jeder Aktieninhaber kann sich bei der Generalversammlung durch einen besonderen Mandatsträger, der selbst Aktionär ist oder nicht, vertreten lassen. Die Miteigentümer, Nutznießer und bloßen Eigentümer, die Gläubiger und Pfandschuldner müssen sich durch jeweils eine einzige Person vertreten lassen.

Das Recht für die Aktionäre, der Generalversammlung beizuwohnen, unterliegt der Eintragung des Aktionärs in dem Aktienbuch der Gesellschaft.

Sofern es keine andere anderslautende gesetzliche Bestimmung gibt, werden die Beschlüsse mit der absoluten Mehrheit der rechtsgültig anwesenden oder vertretenen Stimmen gefasst. Beschlüsse der Generalversammlung, die die Satzungen abändern, treten jedoch nur nach der Billigung der Wallonischen Regierung in Kraft.

Mit Ausnahme der Beschlüsse, die einer authentischen Urkunde bedürfen, können die Aktionäre bei Einstimmigkeit alle Beschlüsse, die unter die Befugnis der Generalversammlung fallen, schriftlich fassen

#### Artikel 25 — *Vertagung*

Jede ordentliche oder außerordentliche Generalversammlung kann auf der Stelle vom Verwaltungsrat um höchstens drei Wochen vertagt werden. Diese Vertagung hebt die gefassten Beschlüsse nicht auf, außer wenn die Versammlung anders darüber entscheidet. Die zweite Versammlung wird über dieselbe Tagesordnung beraten und einen endgültigen Beschluss fassen.

#### Artikel 26 — *Vorsitz - Protokolle*

Der Vorsitz über die Generalversammlung wird vom Vorsitzenden des Verwaltungsrats geführt; ist dies nicht möglich, so wird er von einer von der Versammlung bezeichneten Person geführt. Der Vorsitzende bezeichnet den Sekretär, der kein Aktionär sein darf.

Die Protokolle, in denen die Beschlüsse der Generalversammlung festgestellt werden, werden auf losen Blättern verzeichnet, die am Ende des Geschäftsjahrs gebunden und am Gesellschaftssitz aufbewahrt bleiben. Sie werden von den Mitgliedern des Vorstands und von den anwesenden Aktionären, die es beantragen, unterzeichnet.

Eine Abschrift dieser Beschlüsse wird an die Verwaltungsratsmitglieder, an den Kommissar, an die Inhaber von Schuldverschreibungen sowie ggf. an die Inhaber von Vorkaufsrechten oder Zertifikaten, die mit der Zusammenarbeit der Gesellschaft ausgestellt werden, gerichtet.

Die Ausfertigungen, Abschriften oder Auszüge werden von dem Vorsitzenden und einem Verwaltungsratsmitglied oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

### TITEL VI — *TRANSPARENZ*

#### Artikel 27 — *Informationspflichten*

Die Gesellschaft ist verpflichtet, Informationspflichten Rechnung zu tragen, die denjenigen entsprechen, die in Ausführung von Artikel 10 § 1 des Gesetzes vom 2. August 2002 über die Aufsicht über den Finanzsektor und die Finanzdienstleistungen anwendbar sind.

### TITEL VII — *GESCHÄFTSJAHR - AUFSICHT - VERTEILUNG*

#### Artikel 28 — *Geschäftsjahr*

Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und läuft am 31. Dezember eines jeden Jahres ab.

#### Artikel 29 — *Aufsicht*

Die Kontrolle der finanziellen Lage, der Jahresabrechnung und der Richtigkeit der in der Jahresabrechnung festzustellenden Buchungen in Bezug auf das Gesellschaftsgesetzbuch und auf die Satzungen wird einem oder mehreren Kommissaren anvertraut, die für drei Jahre von der Generalversammlung unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren ernannt werden, und wieder wählbar sind. Die Bezüge des Kommissars werden von der Generalversammlung festgelegt.

Der Kommissar kann zu jeder Zeit die Bücher, den Briefwechsel, die Protokolle und im Allgemeinen alle Unterlagen und Geschäftsbücher der Gesellschaft an Ort und Stelle einsehen.

Mindestens einen Monat vor dem für die jährliche Generalversammlung festgelegten Datum werden dem Kommissar alle Belege, die für die Prüfung der Buchungen notwendig sind, am Gesellschaftssitz zur Verfügung gestellt. Der Kommissar erstellt der Generalversammlung Bericht über seinen Auftrag.

Die Kontrolle der in Artikel 22 bestimmten übertragenen Aufgaben in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar über die Regierungskommissare wird von zwei Kommissaren ausgeübt, die von der Wallonischen Regierung bezeichnet werden und von ihr abberufen werden können.

Die Bezüge der Kommissare der Regierung wird von der Regierung festgelegt und von der Gesellschaft bezahlt.

#### Artikel 30 — *Verteilung*

Der Reingewinn des Geschäftsjahrs wird in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen festgelegt.

Von diesem Reingewinn werden jedes Jahr fünf Prozent für die Bildung eines gesetzlichen Reservefonds abgezogen. Dieser Abzug ist nicht mehr vorgeschrieben, wenn der Reservefonds das Zehntel des Gesellschaftskapitals erreicht.

Die Zweckbestimmung des Restbetrags wird auf Vorschlag des Verwaltungsrats von der Generalversammlung mit der Stimmenmehrheit beschlossen.

Der Verwaltungsrat kann unter seiner eigenen Verantwortung die Zahlung eines Vorschusses auf Dividenden beschließen, dessen Höhe und das Datum dessen Auszahlung festlegen.

Die Dividenden werden dort und dann bezahlt, wie es der Verwaltungsrat bestimmt.

Alle Dividenden, die den Aktionären zukommen, und binnen fünf Jahren nicht bezogen worden sind, sind verjährt und bleiben im Besitz der Gesellschaft. Sie werden dem Reservefonds zugeteilt.

### TITEL VIII — *AUFLÖSUNG UND LIQUIDATION*

#### Artikel 31

Im Falle der Liquidation der Gesellschaft werden das entsprechende Verfahren und die entsprechenden Bedingungen in einem Dekret festgelegt.

### TITEL IX — *WEITERE BESTIMMUNGEN*

#### Artikel 32

Zwecks der Anwendung der vorliegenden Satzungen und in Ermangelung eines gesetzlichen Wohnsitzes oder Gesellschaftssitzes in Belgien, oder aber eines gewählten Wohnsitzes in Belgien, der der Gesellschaft ordnungsgemäß mitgeteilt wird, gilt, dass jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder Liquidator seinen gewählten Wohnsitz am Gesellschaftssitz hat, wo ihm alle Mitteilungen, Mahnungen, Ladungen oder Zustellungen rechtsgültig gemacht werden können.

Bei Streitfällen zwischen der Gesellschaft und einem Aktionär, Verwaltungsratsmitglied oder Liquidator sind ausschließlich die Gerichte des Bezirks zuständig, wo die Gesellschaft ihren Sitz hat.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. April 2009 zur Genehmigung der Satzungen der "Caisse d'Investissement de Wallonie" als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. April 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, das Außenhandels und des Erbes,  
J.-C. MARCOURT

—————  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1601

[2009/201942]

**23 APRIL 2009. — Besluit van de Waalse Regering  
houdende goedkeuring van de statuten van de "Caisse d'Investissement de Wallonie"  
(Waalse Investeringskas)**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid de artikelen 6 en 9;  
Gelet op het decreet van 3 april 2009 houdende oprichting van de "Caisse d'investissement de Wallonie" en tot invoering van een vermindering van de personenbelasting bij inschrijving op aandelen of obligaties van de kas;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De statuten van de "Caisse d'Investissement de Wallonie", hierna als bijlage opgenomen, worden goedgekeurd.

**Art. 2.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 23 april 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,  
J.-C. MARCOURT

—————  
STATUTEN VAN DE INVESTERINGSKAS VOOR WALLONIE  
**TITEL I. — RECHTSVORM - NAAM - ZETEL - DOEL- DUUR**

**Artikel 1. — Rechtsvorm en handelsnaam**

De vennootschap is een naamloze vennootschap van publiek recht, "Caisse d'Investissement de Wallonie" genaamd, afgekort "C.I.W." (de "Vennootschap"). Ze is een gespecialiseerde vennootschap van openbaar nut van het Waalse Gewest in de zin van artikel 22, § 1, lid 1, van de wet van 2 april 1962 betreffende de Federale Investeringsmaatschappij en de gewestelijke investeringsmaatschappijen. Zij is een niet-beursgenoteerde vennootschap die een openbaar beroep doet of heeft gedaan op het spaarwezen in de zin van artikel 438 van het Wetboek van vennootschappen.

Behoudens afwijkingen voortvloeiende uit de bepalingen van dit decreet van 1 april 2009 houdende oprichting van de "Caisse d'investissement de Wallonie" (Investeringskas voor Wallonië) en tot invoering van een vermindering van de personenbelasting bij inschrijving op aandelen of obligaties van de kas of van deze statuten, wordt de vennootschap aanvullend geregeld door het Wetboek van vennootschappen en de uitvoeringsbesluiten ervan, alsook door de artikelen 22 tot 41 van de wet van 2 april 1962 betreffende de Federale Investeringsmaatschappij en de gewestelijke investeringsmaatschappijen.

**Artikel 2. — Maatschappelijke zetel**

De maatschappelijke zetel van de Vennootschap is gevestigd in Liège (Luik), avenue Maurice Destenay 13.

Bij eenvoudige beslissing van de raad van bestuur, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en na goedkeuring van de Waalse Regering, kan de zetel overgeplaatst worden naar welke andere plaats ook in het Waalse Gewest. De Vennootschap kan, op eenvoudige beslissing van haar raad van bestuur, administratieve en exploitatiezetels, agentschappen en bijhuizen, waar zij dat nodig acht, in België of in het buitenland, vestigen.

**Artikel 3. — Maatschappelijk doel**

De Vennootschap heeft als voornaamste doel, de bevordering, samen met één of meerdere publiek- of privaatrechtelijke personen, van investeringen in niet-beursgenoteerde kleine en middelgrote ondernemingen.

De Vennootschap kan meer bepaald om de verwezenlijking van haar maatschappelijk doel te begunstigen:

1° elke verenigingsovereenkomst sluiten, deel uitmaken van elke vereniging, elke groep of elk syndicaat of er belangen in nemen;

2° een dochteronderneming oprichten, een participatie in het kapitaal van een vennootschap verkrijgen door inbrenging, overdracht, intekening op aandelen of bij enig ander middel, voor zover het maatschappelijk doel van de dochteronderneming of van de maatschappij waarin ze een participatie neemt overeenstemt met haar eigen maatschappelijk doel;

3° inschrijven op, in voorkomend geval converteerbare obligatieleningen met of zonder inschrijvingsrecht, leningen toekennen, waarborgen toestaan;

4° alle persoonlijke of zakelijke waarborgen of zekerheden nemen, met name een pandrecht op een handelszaak;

5° een beroep doen op de diensten van derden en ze belasten met elke opdracht nuttig voor de verwezenlijking van haar maatschappelijk doel;

6° elk roerend effect verwerven in het kader van haar schatkistbeheer;

7° interne maatschappijen oprichten met één of meerdere publiek- of privaatrechtelijke personen;

8° gespecialiseerde investeringsfondsen oprichten en/of beheren of deelnames nemen in door derden opgerichte en/of beheerde gespecialiseerde investeringsfondsen.

De Vennootschap zal ook de opdrachten die haar toegekend zouden worden bij decreet of bij besluit van de Waalse Regering mogen uitvoeren.

De Vennootschap mag borg staan voor haar eigen verbintenissen en voor verbintenissen van derden, o.a. door haar goederen, met inbegrip van haar handelszaak, in hypotheek te geven of te verpanden.

De Vennootschap kan alle aandelen bezitten in een naamloze vennootschap, zonder beperking van duur en zonder geacht te worden hoofdelijk borg te staan voor de verbintenissen van deze vennootschap. In dit geval blijft ze het voorrecht van vermogensscheiding genieten en wordt ze onderworpen aan het bijzonder stelsel zoals omschreven in artikel 31, § 2 van de wet van 2 april 1962 betreffende de Federale Investeringsmaatschappij en de gewestelijke investeringsmaatschappijen.

De Vennootschap mag bovendien alle verrichtingen van enigerlei aard uitvoeren die rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of gedeeltelijk, verband houden met haar maatschappelijk doel alsook alle verrichtingen die de verwezenlijking ervan zouden kunnen bevorderen, vergemakkelijken of bevorderen, met inbegrip van de verrichtingen die de economie in het Waalse Gewest kunnen bevorderen.

Haar doel wordt geacht commercieel te zijn en de handelingen die ze stelt worden geacht commercieel te zijn.

#### Artikel 4. — *Duur*

De Vennootschap is opgericht voor een onbeperkte duur.

### TITEL II. — *MAATSCHAPPELIJK KAPITAAL*

#### Artikel 5. — *Bedrag van het maatschappelijk kapitaal*

Het maatschappelijk kapitaal van de Vennootschap wordt vastgesteld op de som van twintig miljoen euro. Het wordt vertegenwoordigd door tachtigduizend aandelen zonder vermelding van de nominale waarde die elk hetzelfde deel van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen, en van 1 tot 80 000 genummerd zijn.

Het kapitaal kan op een later tijdstip verhoogd of verlaagd worden in één of verschillende keren bij beslissing van de buitengewone algemene vergadering van de aandeelhouders in een beraadslaging tegen de quorum en meerderheidsvoorwaarden zoals geldend inzake statutenwijzigingen.

#### Artikel 6. — *Opvraging van storting*

De stortingen op de aandelen die bij hun inschrijving nog niet volgestort zijn, dienen verricht te worden op de tijdstippen die de raad van bestuur bepaalt.

De aandeelhouder die niet aan de opvraging van storting voldoet hoewel hem daarvan bij aangetekend schrijven een voorafgaande kennisgeving van vijftien dagen is verstrekt, is de Vennootschap geldige wettelijke interesten verschuldigd te rekenen vanaf de dag van eisbaarheid van de storting.

De Raad van Bestuur mag echter, na een tweede advies dat gedurende één maand zonder resultaat is gebleven, het verval van de aandeelhouder uitspreken of zijn effecten verkopen met inachtneming van de gelijkheid tussen aandeelhouders, onverminderd het recht hem het verschuldigde bedrag alsook elke schadevergoeding te eisen.

Elke opgevraagde of verrichte storting wordt verrekend op het totaal der aandelen die een aandeelhouder bezit.

De raad van bestuur kan de aandeelhouders machtigen om hun effecten vroegtijdig vol te storten; hij bepaalt de voorwaarden waaronder vroegtijdige stortingen worden toegestaan.

#### Artikel 7. — *Aard van de aandelen*

De aandelen zijn en blijven op naam. De aandelen op naam zijn ingeschreven in een register dat bewaard wordt op de maatschappelijke zetel en dat te allen tijde ingekeken kan worden door elke aandeelhouder. Het bezit van een aandeel brengt van rechtswege instemming met deze statuten. Overgedragen worden de aandelen op naam middels een verklaring van overdracht dat in het register wordt ingeschreven.

De meerderheid van de aandelen moet in het bezit zijn van het Waalse Gewest.

#### Artikel 8. — *Overdracht van aandelen*

Elke aandeelhouder die zijn aandelen wenst over te dragen moet de raad van bestuur hiervan kennis geven bij een aangetekende brief aan hem gericht, met vermelding van de naam, voornaam en het beroep van de voorgenomen overnemer of, indien deze een rechtspersoon is, zijn benaming en zijn maatschappelijke zetel, alsook het aantal over te dragen aandelen. De door de voorgestelde overnemer aangeboden prijs en betalingsmodaliteiten moeten eveneens aan de raad van bestuur worden bekend gemaakt door de overdrager die, op verzoek van de raad van bestuur, de werkelijkheid van het bod moet rechtvaardigen.

Geen enkele overdracht van aandelen mag plaats hebben zonder voorafgaande toestemming van de raad van bestuur die met een meerderheid van stemmen dient te beslissen. Bij ontstentenis van kennisgeving aan de overdrager van de door de raad van bestuur genomen beslissing binnen de vier weken na het bericht vanwege de overdrager, wordt de raad van bestuur geacht in de overdracht toe te stemmen. In geval van weigering van de voorgestelde overnemer genieten de andere aandeelhouders van een voorkeurrecht voor het verwerven van de over te dragen aandelen tegen de prijs en betalingsmodaliteiten aangeboden door de voorgestelde overnemer. De aandeelhouders moeten hun voorkeurrecht uitoefenen binnen de vijftien dagen volgend op het bod dat hen wordt gedaan door tussenkomst van de raad van bestuur, handelend binnen de vijftig dagen volgend op de kennisgeving van de voorwaarden van de overdracht vanwege de overdrager. Het voorkeurrecht wordt uitgeoefend in verhouding tot het aantal aandelen waarvan iedere aandeelhouder houder is.

Indien het aantal aandelen waarvoor het aanbod geldig gelicht werd, groter is dan het aantal aangeboden aandelen, worden deze aandelen verdeeld onder de aandeelhouders die er om vragen, in verhouding tot het aantal aandelen waarvan ieder van hen houder is. De raad van beheer voert deze verdeling uit zonder rekening te houden met fracties. Hij geeft de belanghebbenden hiervan kennis en deze kennisgeving sluit de koop af.

Indien het aantal aandelen waarvoor het aanbod geldig gelicht werd, kleiner is dan het aantal aangeboden aandelen, mag de overdragende aandeelhouder, naar keuze, ofwel de verkoop aanvaarden voor het aantal aandelen waarop het voorkeurrecht uitgeoefend werd en aan de overnemer, onder de voorwaarden medegedeeld aan de raad, de aandelen waarop geen geldig voorkeurrecht uitgeoefend werd afstaan, ofwel zijn aanbod intrekken en van de overdracht afzien, ofwel nog van de verkoop afzien voor wat het aantal aandelen betreft waarop de optie geldig gelicht werd en het geheel van de over te dragen aandelen aan de voorgestelde overnemer, onder de voorwaarden medegedeeld aan de raad, afstaan.

De keuze van de overdrager moet ter kennis van de raad van bestuur worden gebracht binnen de vijftien dagen volgend op de kennisgeving door deze laatste aan de overdrager van het resultaat van de uitoefening van het voorkeurrecht. Na afloop van deze termijn, wordt de overdrager geacht afgezien te hebben van elke overdracht.

De betaling van de prijs geschiedt overeenkomstig de modaliteiten aanvaard door de voorgestelde overnemer en medegedeeld aan de raad van bestuur door de overdrager.

Indien de geplande overdracht niet plaats gehad binnen de twaalf maanden volgend op het bericht gegeven aan de raad van bestuur overeenkomstig het eerste lid van onderhavig artikel, of indien de voorwaarden ervan gewijzigd worden, moet de hierboven beschreven procedure voor elke overdracht worden herbegonnen.

Alle berichten, mededelingen en kennisgevingen voorzien in huidig artikel dienen te geschieden bij en ter post aangetekende brief; de termijnen beginnen te lopen vanaf de datum van verzending van de brief vermeld op het bewijs van ontvangst.

In afwijking op hetgeen voorafgaat, zullen de overdrachten toegestaan door het Waalse Gewest aan een vennootschap dat ze rechtstreeks of onrechtstreeks controleert of door een vennootschap aandeelhoudster ten voordele van één of meerdere Belgische vennootschappen waarvan zij een dochtermaatschappij is of die haar dochtermaatschappijen zijn, evenals de overdrachten tussen Belgische vennootschappen, die dochtermaatschappijen zijn van eenzelfde vennootschap aandeelhoudster, evenals de overdrachten voortvloeiende uit fusie, opslorping, inbreng in een vennootschap, om welke wijze ook, of verdeling ingevolge ontbinding, vrij blijven mits voorafgaande kennisgeving aan de raad van bestuur, en op voorwaarde dat door het feit van deze overdrachten, de uiteindelijke rechtstreekse of onrechtstreekse controle van de overnemer of de overnemers uitgeoefend blijft op een wijze vergelijkbaar met de controle uitgeoefend op de aandeelhouder voor de overdracht.

Geen enkel aandeel mag met om het even welk recht bezwaard worden zonder voorafgaande toestemming van de raad van bestuur.

#### Artikel 9. — *Voorkeurrecht*

In geval van kapitaalsverhoging door inbreng in contanten zullen enkel de houders van de aandelen in evenredigheid met hun aandeel in het maatschappelijk kapitaal over het recht beschikken om op de nieuwe aandelen in te schrijven.

Niettegenstaande voorafgaand lid kan de algemene vergadering in een beraadslaging tegen de quorum en meerderheidsvoorwaarden zoals geldend voor statutenwijzigingen beslissen dat de aandelen die uitgegeven dienen te worden als verloning van de nieuwe inbreng noch geheel noch gedeeltelijk bij voorrang aangeboden zullen worden aan de oude aandeelhouders, mits naleving van de bij het Wetboek van vennootschappen voorgeschreven formaliteiten.

#### Artikel 10. — *Ondeelbaarheid van de effecten*

De aandelen zijn ondeelbaar ten opzichte van de maatschappij die slechts één eigenaar per effect erkent.

Zo het effect het voorwerp uitmaakt van medeëigendom, vruchtgebruik of pand, kan de Vennootschap de uitoefening van de eraan verbonden rechten schorsen, totdat één enkele persoon aangewezen wordt om ten overstaan van haar als eigenaar van het aandeel door te gaan.

### TITEL III. — *ADMINISTRATIE EN DIRECTIE*

#### Artikel 11. — *Samenstelling en bevoegdheden*

De Vennootschap wordt bestuurd door een raad van bestuur bestaande uit dertien leden, al dan niet aandeelhouders. Er worden twee bestuurders aangewezen op voordracht van de "S.R.I.W.", twee op voordracht van de "SOWALFIN", twee op voordracht van de "SOGIPA", vijf bestuurders worden aangewezen op voordracht van de Waalse Regering, en twee onafhankelijke bestuurders in de zin van artikel 526ter van het Wetboek van vennootschappen.

De raad van bestuur is bevoegd alle daden te stellen die nodig of nuttig zijn voor het bereiken van het maatschappelijk doel van de vennootschap, met uitzondering van de krachtens de wet aan de algemene vergadering toegekende bevoegdheden. Met het oog op een efficiëntere bedrijfsvoering van de Vennootschap mag de raad van bestuur o.a. het voor zijn eigen rekening uitoefenen van één of meer van zijn beheertaken op grond van een lastgevings- of een aannemingsovereenkomst toevertrouwen aan een derde, voor zover die derde over een administratieve, boekhoudkundige, financiële en technische organisatie beschikt die in verhouding staat tot de aard van de taken van beheer waarvan de uitoefening haar is toevertrouwd en de bestuurders en de personen die er feitelijk de daadwerkelijke leiding over hebben de nodige professionele betrouwbaarheid en de geschikte ervaring voor de uitoefening van die functies bezitten. Hij mag een openbaar beroep doen op het spaarwezen en, in dat kader, in voorkomend geval, converteerbare obligatieleningen met of zonder intekenrecht uitgeven, evenals elk ander financieel instrument. De openbare beroepen op het spaarwezen worden ondergeschikt gemaakt aan de machtiging van de Waalse Regering, die er de voorwaarden van goedkeurt en ze kan voorzien van de gewestelijke waarborg tegen de voorwaarden die zij bepaalt en met inachtneming van artikel 4 van het decreet van 1 april 2009.

De bestuurders worden voor maximum vijf jaar benoemd door de algemene vergadering van aandeelhouders, die ze ook op elk ogenblik kan afzetten. De uittredende bestuurders zijn herkiesbaar. Het mandaat van de niet herbenoemde uittredende bestuurders wordt onmiddellijk beëindigd nadat de algemene vergaderingen over hun vervanging heeft beslist. Het lid van de raad van bestuur dat wordt benoemd ter vervanging van een overleden, ontslagnemend of ontslagen bestuurder, voltooit het mandaat van de bestuurder die hij vervangt.

De bezoldiging van de bestuurders wordt vastgesteld door de algemene vergadering en valt ten laste van de Vennootschap.

*Artikel 12. — Openstaand ambt*

Indien er een ambt van bestuurder openstaat wegens overlijden, ontslag, onverenigbaarheid of om andere redenen ook, zullen de overige bestuurders daar voorlopig in kunnen voorzien mits naleving van de voordrachtsregels.

Bedoelde benoeming zal door de eerstvolgende algemene vergadering goedgekeurd dienen te worden. Bestuurders die in de omstandigheden zoals hierboven uiteengezet worden benoemd, voleindigen het ambt van de bestuurder die ze vervangen.

*Artikel 13. — Voorzitterschap en ondervoorzitterschap*

Onder zijn leden kiest de raad van bestuur op eensluidend advies van de Regering zijn voorzitter en zijn ondervoorzitter. Bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter en de ondervoorzitter zal de raad één van haar leden aanwijzen om hem te vervangen. De raad van bestuur kan bepaalde speciale bevoegdheden overdragen aan elke mandataris.

*Artikel 14. — Vergadering en oproeping*

Vergaderingen van de raad van bestuur vinden plaats door oproeping door de voorzitter of, indien hij verhinderd is, door zijn vervanger die door de raad wordt aangewezen, telkens als dat vereist is door het belang van de Vennootschap. Bovendien moet de voorzitter of bij verhindering, zijn vervanger de raad van bestuur oproepen telkens als twee bestuurders erom vragen.

De oproepingen geschieden ofwel bij aangetekend of eenvoudig schrijven, ofwel per telegram, telex of fax, zelfs per telefoon of e-mail. Elke bestuurder kan tijdens of na de vergadering afzien van de oproeping en zal in elk geval beschouwd worden als regelmatig opgeroepen indien hij op de vergadering aanwezig of vertegenwoordigd is.

De raad van bestuur beraadslaagt rechtsgeldig zonder het bewijs te moeten leveren van de uitvoering van de formaliteiten inzake de oproeping van de vergadering voor zover elke bestuurder aanwezig is of afgezien heeft van zijn recht om uitdrukkelijk uitgenodigd te zijn op de vergadering.

Er wordt vergaderd op de plaats die in de oproepingsbrief staat vermeld.

*Artikel 15. — Beraadslagingen*

De raad van bestuur kan enkel rechtsgeldig beraadslagen en beslissen als minstens de helft van diens leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

Elke verhinderde of afwezige bestuurder kan schriftelijk, per telegram, telex of fax of via e-mail aan een andere bestuurder een machtiging verlenen om hem te vertegenwoordigen bij een vergadering van de raad van bestuur en er in zijn plaats te stemmen. Elke afwezige bestuurder kan eveneens zijn mening uitdrukken en zijn stemmen schriftelijk, per telegram, telex of fax uitbrengen, maar enkel als de helft van de bestuurders persoonlijk aanwezig is.

Als de raad van bestuur niet in getale is om rechtsgeldig te beraadslagen, wordt er een nieuwe oproeping gericht aan de bestuurders. Bij die tweede vergadering kan de raad van bestuur rechtsgeldig beraadslagen over elk geagendeerd punt, ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden.

De beslissingen van de raad van bestuur worden bij gewone meerderheid genomen. Bij staking van de stemmen is de stem van de voorzitter de doorslaggevend.

In de uitzonderlijke gevallen, wanneer de dringende noodzakelijkheid en het belang van de vennootschap zulks vereisen, kunnen de beslissingen van de raad van bestuur, behoudens het vaststellen van de jaarrekening, met eenparig akkoord van de bestuurders worden genomen, schriftelijk of met elke ander communicatiemiddel dat de vorm aanneemt van een uit te printen informatiedrager zoals fax, telegram of e-mail.

De Regeringscommissarissen wonen met raadgevende stem de vergaderingen van de Raad van bestuur bij.

*Artikel 16. — Notulen*

Elke vergadering van de raad van bestuur wordt door de secretaris genotuleerd. De notulen worden ondertekend door de voorzitter en een andere bestuurder.

De notulen worden samengebracht in een bijzonder register dat op de zetel van de maatschappij bijgehouden wordt.

De afschriften en uittreksels van notulen die aan rechtbanken of andere voorgelegd moeten worden, worden ondertekend door de voorzitter en een bestuurder of door twee bestuurders.

*Artikel 17. — Dagelijks bestuur*

De raad van bestuur draagt het dagelijks bestuur van de zaken van de vennootschap en zijn bevoegdheden inzake het bestuur ander dan de bepaling van het algemeen beleid van de vennootschap of de handelingen voorbehouden aan de raad van bestuur krachtens andere bepalingen van de wet, geheel of gedeeltelijk over aan een directiecomité, overeenkomstig artikel 25 van de wet van 2 april 1962 betreffende de federale Participatie- en Investeringsmaatschappij en de gewestelijke investeringsmaatschappijen. Laatstgenoemde bestaat uit drie leden, aangewezen door de raad van bestuur uit eigen kring, voor maximum vijf jaar. Zij zijn herkiesbaar en kunnen te allen tijde herroepen worden.

Het directiecomité kiest een voorzitter uit eigen leden.

Het directiecomité wordt door diens voorzitter samengeroepen. Elk lid heeft het recht om punten te agenderen.

Het directiecomité beslist collegiaal en mag enkel rechtsgeldig besluiten als minstens de helft van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

Elke verhinderde of afwezige bestuurder kan schriftelijk, per telegram, telex of fax of via e-mail aan een andere bestuurder een machtiging verlenen om hem te vertegenwoordigen bij een vergadering van de raad van bestuur en er in zijn plaats te stemmen.

In uitzonderlijke gevallen, wanneer de dringende noodzakelijkheid zulks vereist, kan de vergadering van het directiecomité eveneens gehouden worden via video- of telefoonconferentie. De beslissingen die getroffen worden bij een directiecomité dat per video- of telefoonconferentie vergaderd heeft; worden genotuleerd en de notulen worden ondertekend door de voorzitter of een ander lid van het directiecomité.

Elke vergadering van het directiecomité wordt door de secretaris genotuleerd. De notulen worden ondertekend door de voorzitter en een ander lid van het directiecomité. De notulen worden samengebracht in een bijzonder register dat op de zetel van de maatschappij bijgehouden wordt. Er wordt onverwijld een afschrift van de notulen overgemaakt aan de raad van bestuur. De uittreksels van notulen die aan rechtbanken of andere voorgelegd moeten worden, worden ondertekend door de voorzitter of door twee leden.

Artikel 18. — *Investeringscomité*

Er wordt door de raad van bestuur voorzien in een investeringscomité onder het voorzitterschap van de voorzitter van de raad van bestuur. De personeelsleden bestuderen de investeringsdossiers en bereiden ze voor met het oog op goedkeuring door het investeringscomité waarvan ze in voorkomend geval lid kunnen zijn. Ze kunnen in voorkomend geval eveneens aangewezen worden als vertegenwoordiger van de vennootschap in de investeringscomités of andere organen opgericht op het niveau van de interne maatschappijen van de vennootschap en één of meerdere publiek- of privaatrechtelijke personen zoals bedoeld in artikel 3 van deze statuten.

Artikel 19. — *Oriënteringscomité*

Er wordt in de vennootschap een oriënteringscomité ingesteld, belast met het overleg met de sociale partners.

Diens samenstelling en werking worden georganiseerd door een overeenkomst die de vennootschap en de sociale partners bindt.

Artikel 20. — *Personeel*

De personeelsleden van de maatschappij worden door de raad van bestuur in dienst genomen bij meerderheid van stemmen. Het verband tussen de vennootschap en de leden van haar personeel is van contractuele aard.

Alles wat rechtstreeks of onrechtstreeks verkregen wordt door een lid van het directiecomité of een personeelslid als bezoldiging of vergoeding voor kosten wegens een mandaat, een ambt of een dienstverlening in een andere vennootschap komt de C.I.W. toe indien dat mandaat, dat ambt of die dienstverlening uitgeoefend worden in verband met de hoedanigheid van lid van het directiecomité of personeelslid van de C.I.W.

Artikel 21. — *Vertegenwoordiging*

De vennootschap wordt in alle handelingen, met inbegrip van de handelingen waarin een openbaar ambtenaar of een ministerieel ambtenaar optreden, en treedt rechtsgeldig op in rechte zowel als verweerster dan als verzoekster:

— ofwel door twee leden van het directiecomité, door twee bestuurders waaronder de voorzitter van de raad van bestuur of een bestuurder en een lid van het directiecomité die gezamenlijk optreden; en

— ofwel binnen de perken van het dagelijks bestuur door de voorzitter van het directiecomité of één van diens leden, alleen of samen optredend.

Daarnaast wordt ze rechtsgeldig verbonden door bijzondere mandatarissen binnen de perken van hun mandaat.

**TITEL IV. — *Investeringsbeleid***

Artikel 22. — *Investeringsbeleid van de C.I.W.*

De vennootschap verricht samen met één of meerdere publiek- of privaatrechtelijke rechtspersonen, elke investering ten gunste van de Waalse kleine en middelgrote ondernemingen in welke vorm ook, met het voorbehoud dat die verrichtingen de toepasselijke regelgeving naleven en in het kader van haar rechtsvorm en maatschappelijk doel.

**TITEL V. — *ALGEMENE AANDEELHOUDERSVERGADERING***

Artikel 23. — *Vergadering, oproeping*

De jaarlijkse algemene vergadering vergadert van rechtswege de [•] van de maand [•] van elke jaar om [•] uur of als die dat een feestdag is, op de eerstvolgende werkdag.

De gewone en de bijzondere of buitengewone algemene vergadering vergadert op bijeenroeping door de voorzitter van de raad van bestuur, van twee bestuurders of van de commissaris. De voorzitter van de raad van bestuur, twee bestuurders of de commissaris kunnen bijzondere of buitengewone vergaderingen bijeenroepen telkens als vereist door het belang van de vennootschap; zij moeten een algemene vergadering samenroepen op schriftelijk verzoek van aandeelhouders die bewijzen dat ze één vijfde van het maatschappelijk kapitaal in handen hebben.

De oproepingen gebeuren overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen. Elke persoon kan van de oproeping afzien en wordt hoe dan ook beschouwd als regelmatig opgeroepen als ze aanwezig is of in de vergadering vertegenwoordigd is.

De gewone, buitengewone of bijzondere algemene vergaderingen worden gehouden op de maatschappelijke zetel van de vennootschap of op iedere andere plaats aangewezen in de oproepingsbrief.

Artikel 24. — *Stemrecht en beraadslagingen*

Behoudens andersluidende bepaling mag elke vergadering enkel beraadslagen over de aangelegenheden die op de agenda staan en voor zover minstens de helft van de acties vertegenwoordigd is.

Elke aandeel geeft recht op één stem.

Elke eigenaar van een aandeel of van aandelen mag zich op de algemene vergadering laten vertegenwoordigen door een bijzondere mandataris, al dan niet aandeelhouder. De medeëigenaren, de vruchtgebruikers en de blote eigenaars, de pandhoudend schuldeisers en schuldenaars moeten zich respectievelijk laten vertegenwoordigen door één en dezelfde persoon.

Het recht van de aandeelhouders om aan de algemene vergadering deel te nemen is ondergeschikt aan de inschrijving van de aandeelhouder op het register der aandelen op naam van de vennootschap.

Behoudens andersluidende wettelijke bepalingen worden de beslissingen genomen bij absolute meerderheid der rechtsgeldig aanwezige of vertegenwoordigde stemmen. Elke beslissing van de algemene vergadering houdende statutenwijziging treedt evenwel pas in werking na goedkeuring door de Waalse Regering.

Uitgezonderd de beslissingen die bij een authentieke akte verleden moeten worden, mogen de aandeelhouders bij eenparigheid van stemmen alle beslissingen die onder de bevoegdheid van de algemene vergadering vallen schriftelijk nemen.

Artikel 25. — *Verdaging*

Elke gewone of buitengewone algemene vergadering kan, staande de vergadering, hoogstens drie weken verdaagd door de raad van bestuur. Die verdaging vernietigt de getroffen beslissingen niet, behalve als de vergadering daar anders over beslist. De tweede vergadering beraadslaagt over dezelfde agenda en spreekt zich definitief uit.

Artikel 26. — *Voorzitterschap, notulen*

De algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of, bij ontstentenis, door een door de vergadering aangewezen persoon. De voorzitter wijst de secretaris aan, die geen aandeelhouder mag zijn.



De notulen waarbij de beslissingen van de algemene vergadering worden vastgesteld, worden op losse bladen bewaard die op het einde van het maatschappelijk jaar gebonden worden en worden bijgehouden op de maatschappelijke zetel. Ze worden ondertekend door de leden van het bureau en door de aanwezige aandeelhouders die hierom verzoeken.

Een afschrift van die beslissingen wordt gericht aan de bestuurders, aan de commissaris, aan de obligatiehouders evenals, indien voorkomend, aan de houders van inschrijvingsrechten of certificaten die in samenwerking met de vennootschap geëmitteerd werden.

De uitgiften, de afgiften of uittreksels worden ondertekend door de voorzitter en één bestuurder of door twee bestuurders.

#### TITEL VI. — TRANSPARANTIE

##### Artikel 27. — Informatieverplichtingen

De vennootschap is ertoe gehouden informatieverplichtingen na te leven gelijk aan die welke van toepassing zijn ter uitvoering van artikel 10, § 1, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten.

#### TITEL VII. — MAATSCHAPPELIJK JAAR - TOEZICHT - VERDELING

##### Artikel 28. — Maatschappelijk jaar

Het maatschappelijk jaar vangt aan op één januari en eindigt op éénendertig december van elk jaar.

##### Artikel 29. — Toezicht

De controle op de financiële toestand, op de jaarrekening en op de regelmatigheid, vanuit het oogpunt van het Wetboek van vennootschappen en van de statuten, van de verrichtingen weer te geven in de jaarrekening, wordt opgedragen aan één of meerdere commissarissen benoemd voor drie jaar door de algemene vergadering uit de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, zij zijn herkiesbaar. De beloning van de commissaris wordt door de algemene vergadering vastgelegd.

Te allen tijde kan de commissaris ter plaatse inzicht hebben in de boeken, de briefwisseling, de notulen en in het algemeen alle stukken en geschriften van de vennootschap.

Minstens één keer voor de datum vastgesteld voor de jaarlijkse algemene vergadering worden alle stukken noodzakelijk voor het nazicht der geschriften ter beschikking van de commissaris gelegd op de maatschappelijke zetel. De commissaris brengt verslag van zijn opdracht uit aan de algemene vergadering.

De controle op de uitvoering van de overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen gedelegeerde opdrachten omschreven in artikel 22 wordt verricht door twee commissarissen aangewezen door de Waalse Regering, die laatstgenoemde kan herroepen.

De bezoldiging van de Regeringscommissarissen wordt vastgesteld door de Regering en betaald door de vennootschap.

##### Artikel 30. — Verdeling

De nettowinst van het boekjaar wordt bepaald overeenkomstig de wettelijke bepalingen.

Elk jaar wordt er op de nettowinst een vooruitneming verricht van vijf percent ter spijzing van een wettelijk reservefonds. Wanneer dit fonds één tiende van het maatschappelijk kapitaal bereikt, houdt de vooruitneming op verplicht te zijn.

Voor het saldo geldt de toewijzing beslist door de algemene vergadering bij de meerderheid der stemmen, op voorstel van de raad van bestuur.

De raad van bestuur mag op eigen verantwoordelijkheid beslissen over de betaling van voorschotten op dividenden en er het bedrag van bepalen, alsook de datum van uitkering ervan.

De dividenden worden op de plaatsen en de tijdstippen betaald, vast te stellen door de raad van bestuur.

Alle dividenden die de aandeelhouders toekomen maar niet binnen de vijf jaar zijn geïnd, verjaren en blijven de vennootschap verworven. Ze worden in het reservefonds gestort.

#### TITEL VIII. — ONTBINDING EN VEREFFENING

##### Artikel 31.

Bij vereffening worden de wijze en de voorwaarden van de vereffening van de vennootschap bij decreet vastgelegd.

#### TITEL IX. — VERSCHIEDENE BEPALINGEN

##### Artikel 32.

Voor de uitvoering van deze statuten wordt elke bestuurder en vereffenaar van de vennootschap, bij gebrek aan wettelijke woonst of maatschappelijke zetel in België, geacht woonstkeuze te hebben gemaakt op de maatschappelijke zetel waar alle mededelingen, bevelen, assignaties of betekeningen hem rechtsgeldig gedaan kunnen worden.

Bij een geschil tussen de vennootschap en een aandeelhouder, een bestuurder of een vereffenaar zijn enkel de rechtbanken bevoegd van het arrondissement waar de vennootschap zijn maatschappelijke zetel heeft.

Gezien om gevraagd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2009 houdende goedkeuring van de statuten van de "Caisse d'Investissement de Wallonie" (Waalse Investeringskas).

Namen, 23 april 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,  
J.-C. MARCOURT